

POSER LES FONDEMENTS D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE EN RD CONGO ET EN AFRIQUE

« La difficulté à ériger ce genre d'institutions [ouvertes et incitatives qui offrent aux individus les possibilités réelles dans l'acquisition et l'exercice des capacités] est sans doute l'un des facteurs déterminants qui ont contribué à l'échec de l'expérience du développement au Congo-Kinshasa. Si le pays veut inverser la tendance pour relever le défi de l'émergence et du développement, d'ici la fin de ce siècle, alors il doit opérer le passage des institutions fermées et prédatrices à des institutions ouvertes et incitatives. Tant que ce problème ne sera pas définitivement résolu, le développement du Congo, en particulier, et de l'Afrique, en général, restera un grand mythe. »¹

**Alain NZADI-
A-NZADI, S.J.**
Chercheur en
littératures
francophones.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Fin 2019, le président congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, avait déclaré que 2020 serait l'année de l'action ; l'année où devrait se matérialiser plusieurs promesses de changement.

Des signaux positifs sont visibles dans ce sens, notamment avec l'instauration progressive d'un État de droit. Ainsi, des demandes d'explication, parfois en haut lieu, concernant le vaste « projet des cent jours » sont des actes courageux et porteurs d'espoir pour les citoyens congolais qui ont toujours milité pour que les détenteurs d'une parcelle d'autorité donnée deviennent (enfin) redevables en rendant compte de leurs faits et gestes, surtout quand des fonds publics entrent en jeu.

Nul besoin de marteler que le tournant pour poser les bases d'un développement durable en RD Congo et en Afrique doit très bien se négocier, dès à présent. Dans mon éditorial de février 2017², je soulignais déjà, en rapport avec les fiascos de nombreux plans de développement stratégique, que l'Afrique ne devait pas attendre, en spectatrice impuissante, que les solutions à son déficit de développement

- 1 Adelard KASESHI, « L'expérience du développement au Congo-Kinshasa : bilan et perspectives », in *Congo-Afrique* (janvier 2017), n° 511, pp. 34-35.
- 2 Alain NZADI, « L'Afrique face à son destin : l'heure des choix judiciaires », in *Congo-Afrique* (février 2017), n° 512, pp. 101-102.

soient élaborées hors de ses frontières et sans son implication ; l'heure était donc aux choix judicieux à opérer pour que les fils et les filles de ce continent cessent d'être jetés en pâture aux eaux voraces de la méditerranée ou à la furie d'un Occident dont les portes se fermaient de plus en plus.

Comment, dès lors, arrêter ce cycle infernal d'échecs des plans de développement de l'Afrique en général et de la RD Congo en particulier ? Il me semble que c'est la question principale qui devrait préoccuper les autorités politiques et la société civile congolaises en ce premier trimestre de l'année 2020. Il est capital d'identifier les tares qui retardent le développement ou carrément annihilent les chances d'y accéder dans un avenir proche, comme le faisait remarquer Adelard Kaseshi dans son analyse des échecs successifs des plans de développement de l'Afrique³. Au regard de ce constat amer mais instructif, comment un pays comme la RD Congo devrait-il mieux négocier ce tournant du développement, en ce début d'année 2020 ?

Pour commencer, il est important que le pays se dote d'hommes et de femmes politiques épris de noblesse dans leurs ambitions, pour s'éloigner le plus possible de l'image de *politicards* que certains acteurs politiques renvoient d'eux-mêmes. Prenons un exemple simple : les projets de développement que les gouvernements successifs de la RD Congo ont initiés ces dix dernières années. Un regard critique de ces projets, parfois pharaoniques, révèle une inversion des valeurs, qui devient rapidement mortifère pour le développement véritable du pays. L'on a l'impression, en observant les différents projets mis en place ces dernières années – particulièrement leur rythme de réalisation et la qualité de leur finition – que l'objectif primordial de ces projets est loin d'être celui d'offrir à la nation congolaise des infrastructures capables d'amorcer le décollage du pays. Sont-ils de véritables projets de développement du pays ou de simples alibis pour enrichir une classe réduite de la société ?

Cette question n'est pas superfétatoire, pour peu que l'on pose un regard critique sur les projets lancés en grande pompe mais très rarement réalisés dans les normes requises, malgré le fait que des fonds publics sont souvent décaissés. Il n'est pas rare, en effet, que des projets particuliers connaissent plusieurs «ancements des travaux » sans jamais voir s'ériger une pierre sur l'autre ! Pour tout dire, l'impression que certains acteurs politiques et gouvernementaux donnent c'est que l'enrichissement personnel est le but poursuivi, tandis que l'élaboration et la « réalisation » des projets de développement sont des moyens (machiavéliques !) pour atteindre le but qu'ils se fixent. Il y a donc, à mon humble avis, une inversion regrettable de l'échelle des valeurs : l'intérêt personnel prime sur l'intérêt national.

3 Adelard KASESHI, « L'expérience du développement au Congo-Kinshasa : bilan et perspectives », in *Congo-Afrique* (janvier 2017), n° 511, pp. 20-35.

D'où, il est impérieux que s'inverse l'échelle des valeurs entre les ambitions personnelles ou celles d'un groupe restreint (famille/biologique ou politique, clan, région, amis) et celles de l'État. L'avenir de toute une nation ne peut pas continuellement être sacrifié sur l'autel des combines malsaines et égoïstes d'une poignée de gens. La politique n'est-elle pas, au sens premier et noble du terme, le service du bien commun ?

Si l'on veut que la RD Congo ou l'Afrique se développe, il faut redresser le tir dès à présent en redonnant à la politique ses lettres de noblesse par la promotion d'hommes et de femmes politiques qui feront du développement de leur pays leur cheval de bataille, même contre vents et marrées ; des politiciens capables de faire le choix du développement en subordonnant leur réalisation personnelle à celle de la nation qu'ils ont le devoir de servir en premier. En effet, l'histoire ne nous apprend-elle pas que les nations dont nous admirons le niveau de développement aujourd'hui se sont construites au prix de nombreux sacrifices de leurs citoyens, grâce à des choix judicieux opérés par leurs classes politiques ? Pour le dire de manière on ne peut plus claire, les *politicards* n'ont jamais été à la base d'un développement quelconque d'un pays ; il convient donc de les débusquer pour ne pas hypothéquer l'avenir de la nation.

Certes, la classe politique ne constitue pas la seule cible des critiques, en rapport avec le non-décollage d'un pays comme la RD Congo ; même si, en tant que leaders et détenteurs du pouvoir constitutionnel chargés d'impulser le changement, les acteurs politiques portent la plus grande part de responsabilité dans le fiasco actuel de l'Afrique. Il faut aussi que les citoyens de tous bords acceptent de changer leur *modus vivendi et procedendi* en se délestant des antivaleurs qui barrent continuellement la route au décollage de l'Afrique : *corruption, gabegie, esprit du lucre, gain facile, boulimie matérielle, arrivisme, clientélisme, collinisme, népotisme, paresse...*

Les articles contenus dans ce deuxième numéro de *l'année de l'action*⁴ pensent le développement sous plusieurs angles : économique (Carlos Lopes, Joël Munongo), social (Joël Ipara, Rigobert Minani) ou culturel (Mondo). Si La RD Congo a réellement le souci de monter à bord du train du développement durable, elle est condamnée à choisir d'urgence les moyens les plus efficaces et les plus efficients pour réussir son pari. Dans ce sens, quoi de plus efficace que de lutter pour que s'installent la bonne gouvernance et le sens civique constitutifs d'un véritable État de droit ! ■

4 Selon l'expression employée par le président congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, dans son discours sur l'état de la nation, le 13 décembre 2019.